

MALI : SILENCE, ON DEMOCRATISE

n.c.

Page 2

Jeudi 29 août 1991. Mali : silence, on démocratise

Voilà déjà un an qu'a surgi ce débat incontournable, battant en brèche les velléités des gens têtus. Une année qui a vu s'agrandir comme une flaque de boue après un soir d'orage, la liste des partisans effrénés du multipartisme. Et l'orage qui continue ne fait que gagner en violence.

En Europe, le communisme s'est fissuré et le fleuve du socialisme n'a guère réussi à se prémunir contre le déferlement des idées en vogue.

En Afrique, on a assisté à des positions intransigeantes mais lorsque les véritables acteurs de l'histoire sont montés sur la scène, les tenants de l'obscurantisme ont déchanté. La Mali croupissait dans le peloton des pays qui ne voulaient pas se déterminer face au grand enjeu mais l'heure était grave et le choix proche.

Depuis mai 90, le Mali des villes et des campagnes, «Un peuple, un but, une foi», uni dans la diversité, soudé dans l'humiliation et la misère, animé par la rage et la détermination à en finir avec le régime de terreur et de répression a fait montre de détermination.

Depuis mai 90, les Maliens de l'intérieur et de l'extérieur ont affirmé leur volonté de dialogue en mobilisant patiemment et obstinément les masses. Imaginez des milliers d'universitaires à la merci du vice, du chômage; imaginez un peuple spolié, opprimé, méprisé, torturé et vous comprendrez pourquoi le peuple malien, tel une nuée de criquets pèlerins obscurcissant le ciel, s'est abattu sur Bamako, faisant retentir des cris de liberté. Les étudiants emparés d'une folie subite ou d'une lucidité sans pareil se sont attaqués à tous les bâtiments publics, pillant, détruisant les magasins d'Etat tels des justiciers populaires en marche dans la cité. En tête des revendications, le droit à la liberté d'expression, à l'éducation; au gîte, au travail, à la santé; la régularisation des salaires qui accusaient plus de trois mois de retard, l'augmentation des salaires de 50 %, la transparence dans les affaires d'Etat, la dénonciation de la corruption et du népotisme.

La détérioration catastrophique de la situation économique du pays allait de pair avec l'écroulement de l'espoir que le peuple s'était hasardé à placer dans les fonts baptismaux de l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), parti unique.

Atteint dans sa légitimité, chaque jour attaqué de l'intérieur tout comme de l'extérieur, les responsables conscients de l'incompétence de leurs institutions tentèrent dans un dernier soubresaut pour se maintenir en place. De janvier à mars 91, le monde ébahi découvre le véritable visage du régime de Moussa Traoré, puisqu'il faut l'appeler par son nom, qui, à coup de mitraillettes, a torturé des enfants, ouvert le feu sur les manifestants faisant, entre le vendredi 22 mars et le mardi 26 mars, quelque cent cinquante morts et quatre cents blessés.

Le 27 mars, sonne le glas pour celui qui se disait «élu par le peuple et non par l'opposition». Les militaires arrêtent celui qui pendant vingt-cinq ans avait gouverné le pays dans l'arbitraire, encouragé le pillage des deniers publics, entraîné la dégradation du système éducatif et la

liquidation des entreprises les plus performantes; celui qui avait usé absolument de son pouvoir et bafoué quotidiennement les droits de l'homme. L'histoire n'est pas sans répétition. Un dictateur s'en va mais les militaires restent... A son accession au pouvoir en 1968 après le coup d'Etat militaire qui devait destituer Modibo Keita, Moussa Traoré avait affirmé qu'il rendrait le pouvoir aux civils au bout de six mois. Il y est resté vingt-cinq ans.

La conférence nationale qui vient de s'ouvrir à Bamako dans la vigilance et la méfiance après le putsch manqué du 15 juillet devra non seulement élaborer une nouvelle loi fondamentale et une charte des partis, mais aussi mettre sur pied un nouveau code électoral. Tout cela dans un climat politique et économique perturbé par les relents sécessionnistes des Touaregs, une économie terrassée et les actions des syndicats qui revendiquent une augmentation immédiate des salaires de 50 %.

Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, un des principaux instigateurs de l'arrestation de Moussa Traoré, désigné par ses pairs comme président du Comité transitoire de salut public (CTSP), a promi de mener le peuple malien à la démocratie. Le nouveau leader n'est cependant pas dénué d'ambition politique à la veille des élections législatives et présidentielles qui devraient avoir lieu d'ici à janvier 1992. Une échéance trop courte compte tenu de l'état d'imprégnation de l'opposition composée d'une trentaine de partis politiques qui se précipitent en rang dispersé dans la lutte après plus d'un quart de siècle de bâillonnement.

Reste à savoir si cette conférence aura suffisamment de leaders capables de susciter des débats politiques de fonds et de développer une réflexion intellectuelle.

L'histoire de la lutte pour la démocratie, version malienne, a été des plus sanglantes et des plus honteuses et cette histoire-là, nous ne voulons pas la voir se répéter.

SIDIBÉ FATOUMATA

Journaliste malienne